



Bonjour,

Novembre a vu les perspectives économiques et financières s'assombrir plus que jamais, la menace de récession mondiale se faisant de plus en plus concrète. Au Canada, les entreprises baignent à présent dans un « océan d'incertitudes », les eaux étant troublées par la pénurie persistante de main-d'œuvre, l'inflation et la dépréciation du huard face au billet vert. Chez notre voisin du Sud, l'inflation perdure si bien que la Fed a prévenu que d'autres hausses de son taux directeur étaient à prévoir. La récession semble maintenant imminente en Europe, en particulier en France et en Allemagne. Même chose pour la Grande-Bretagne, d'autant plus que l'inflation y bat des records, à 11.1% en octobre. En Chine, l'économie est à bout de souffle, en raison notamment des confinements de masse à répétition et des manifestations de la population, qui n'en peut plus de vivre enfermée.

Bonne lecture!



CAD

La valeur de la paire USDCAD a fluctué entre 1.3266 et 1.3629 durant le mois de novembre. L'Indice des prix à la consommation (IPC) a crû de 6.9% en octobre, tout comme il l'avait fait le mois précédent, selon Statistique Canada. Si les prix des aliments ont diminué, en revanche ceux de l'essence et des hypothèques ont augmenté.

Stephen Poloz, l'ex-gouverneur de la Banque du Canada, a profité d'une conférence tenue en novembre à Ottawa devant des étudiants de l'Ivey Business School pour faire preuve d'optimisme quant aux dernières hausses du taux directeur de la banque centrale canadienne. Selon lui, l'impact de celles-ci ne se fait, certes, pas encore sentir, mais cela ne saurait tarder et, mieux, cet impact devrait être « plus puissant » que nombre d'experts ne le prévoient. En effet, l'économie canadienne est aujourd'hui « nettement plus sensible » aux fluctuations des taux d'intérêt qu'il n'y a 5 ou 10 ans, a-t-il affirmé. Résultat? L'inflation devrait tomber à 4% « dès que la hausse des prix des matières premières se mettra à fléchir ».

Pour l'heure, les ventes au détail sont à la baisse au Canada. Elles ont reculé en septembre de 0.5%, à 61,1 milliards de dollars, a indiqué Statistique Canada. La raison principale : une diminution des ventes dans les stations-service, les supermarchés et les épiceries.

De manière générale, les perspectives économiques des entreprises canadiennes se sont assombries au troisième trimestre. Statistique Canada a noté que la pénurie de main-d'œuvre perdurait, que les prix de l'énergie et des métaux reculaient et que le huard continuait de se déprécier par rapport au billet vert. En conséquence, les entreprises canadiennes baignent maintenant dans un « océan d'incertitudes », avec pour seule perspective une « prochaine récession ».



USD

L'indice Dollar US (DXY) a continuellement reculé en novembre, passant de 111.53 à 105.87. L'inflation s'est atténuée aux États-Unis durant le mois d'octobre, les prix à la consommation ayant crû de 7.7% alors qu'ils avaient augmentés de 8.2% un mois plus tôt, selon le département du Travail. Il s'agit là d'un « progrès », mais « il faudra encore du temps » avant de voir l'inflation revenir à un niveau normal, a averti le président américain Joe Biden, deux jours après les élections de mi-mandat.

Mais face à la persistance de l'inflation, la Réserve fédérale (Fed) a relevé en novembre son taux directeur, de 0.75 point de base. Celui-ci se situe maintenant dans une fourchette de 3.75% à 4%, son plus haut niveau depuis janvier 2008.

De prochaines hausses du taux directeur sont à prévoir dans les mois à venir, mais sûrement à un rythme moins rapide que ces derniers temps. C'est du moins ce qu'a confirmé à demi-mot la présidente de la Fed de Cleveland, Loretta Mester : « À présent, le plus grand risque proviendrait d'un resserrement trop faible », a-t-elle dit. La prochaine décision de la Fed concernant son taux directeur doit survenir le 14 décembre.

Le marché de l'emploi est souvent considéré comme un bon indicateur de l'efficacité des mesures de la Fed pour contrer l'inflation. Le taux de chômage est ainsi censé remonter un peu, et c'est justement ce qui s'est produit en octobre, mois où il a progressé de 0.2 point de pourcentage, à 3.7%. Cela résulte du fait que les entreprises, en réponse aux conditions financières plus strictes, ralentissent leur rythme d'embauche et rationalisent leur main-d'œuvre.

Cela n'a toutefois pas freiné la consommation des Américains : les ventes au détail ont augmenté en octobre de 8.3%, après avoir connu une hausse de 8.6% le mois précédent, selon le Bureau de recensement des États-Unis. Leurs achats d'octobre se sont davantage portés sur l'essence, les courses d'épicerie, le mobilier et les voitures, et moins sur l'électronique, l'électroménager et les articles de sport.



EUR

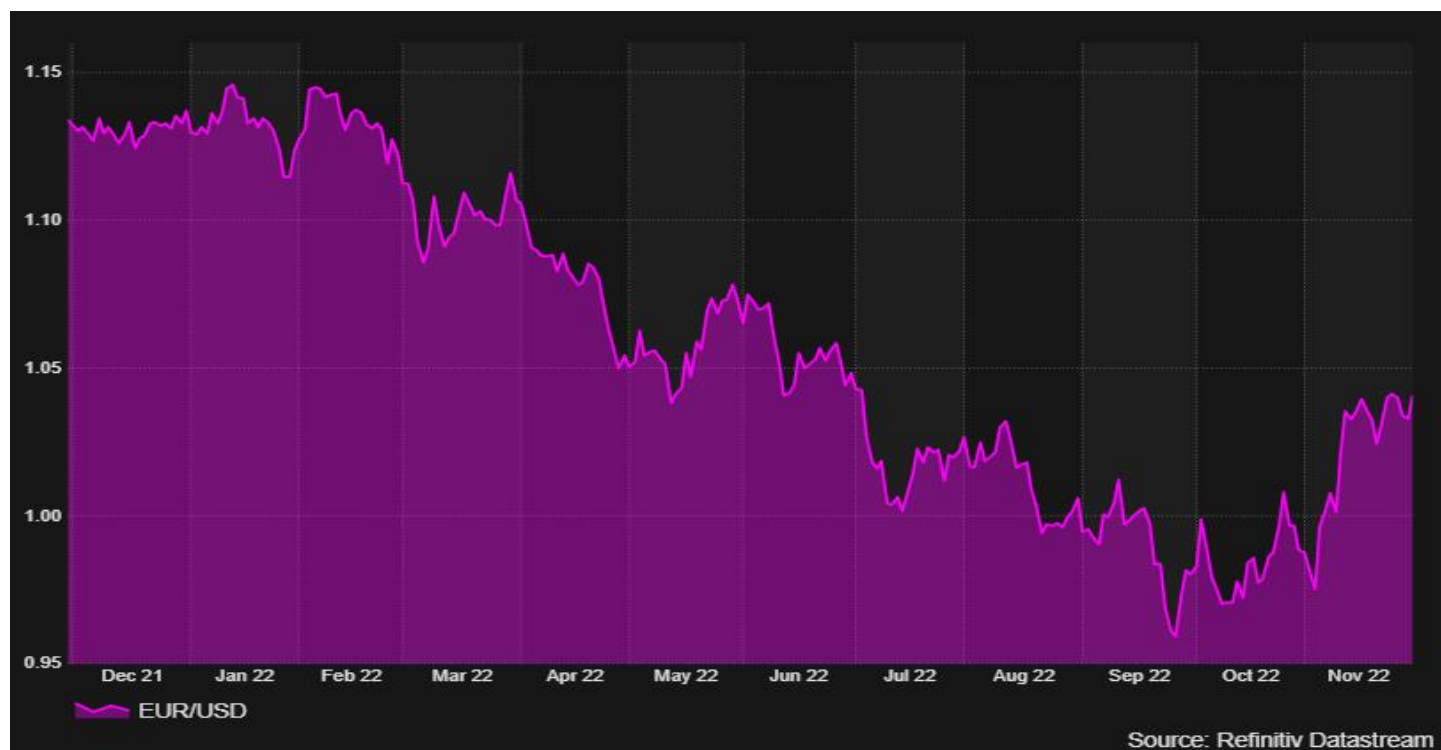
En novembre, l'euro est passé au-dessus de la parité avec le dollar américain, la valeur de la paire EURUSD ayant progressé de 0.9874 à 1.0321. Quant au taux d'inflation, il est tombé à 10% en novembre alors qu'il avait atteint un niveau record de 10.6% le mois précédent, selon Eurostat. Les prix de l'énergie pèsent toujours lourd dans la balance, en hausse de 34.9% en glissement annuel. S'ajoutent à cela les prix toujours à la hausse des aliments, de l'alcool et du tabac.

La présidente de la Banque centrale européenne (BCE), Christine Lagarde, a déclaré qu'elle serait surprise si l'inflation avait atteint un sommet dans la zone euro. « Il y a encore trop d'incertitudes, en particulier en ce qui concerne les coûts de l'énergie », a-t-elle déclaré aux législateurs européens à Bruxelles, en faisant allusion à l'impact énergétique de la guerre russe en Ukraine.

Les pays de l'est de l'Europe sont frappés de plein fouet par la crise énergétique et l'inflation. Leurs économies ont ralenti lors du troisième trimestre, à l'image du produit intérieur brut (PIB) de la Pologne, la plus grande économie de cette zone, qui n'a crû que de 3.5% entre juillet et septembre alors que sa croissance avait été de 5.5% le trimestre précédent. La tendance est la même pour la République tchèque, la Hongrie et la Roumanie.

À l'Ouest, la récession semble imminente. L'indice flash des directeurs d'achat de S&P Global pour la France est tombé en novembre à son plus bas niveau depuis les perturbations liées à la pandémie, à 48.8. Celui de l'Allemagne est à 46.4. Un score inférieur à 50 témoigne d'une économie en contraction.

Les experts de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estiment que le produit intérieur brut (PIB) de la France devrait se contracter de 0.6% en 2023. Et celui de l'Allemagne, de 0.3%.



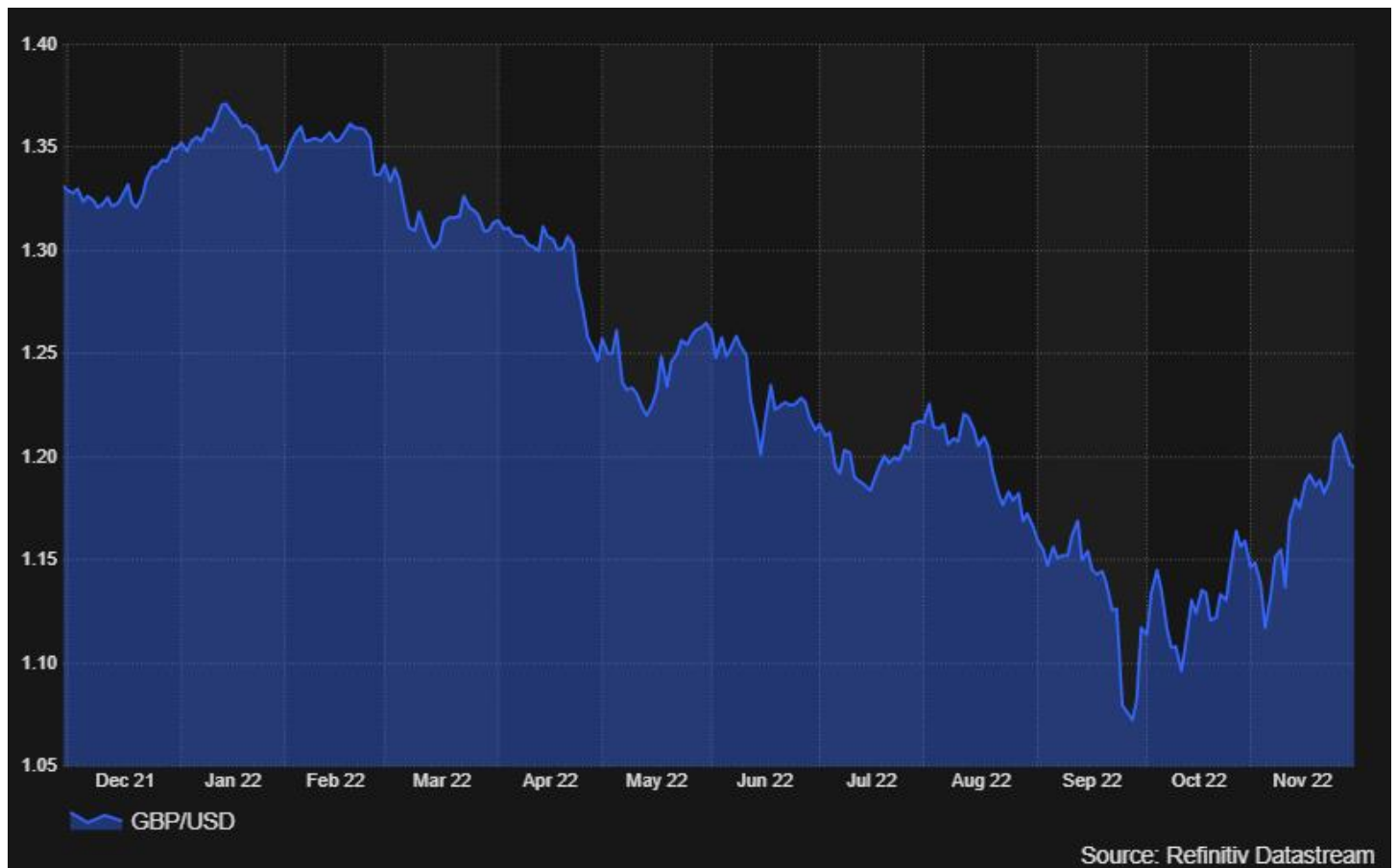
GBP

En Grande-Bretagne, la valeur de la paire GBPUSD a progressé en novembre, passant de 1.1483 à 1.1991, après avoir atteint un sommet de trois mois à 1.2153, le 24 novembre. La flambée des coûts de l'énergie a propulsé l'inflation à un nouveau sommet en octobre, à 11.1% alors qu'elle avait été de 10.1% le mois précédent, selon le Bureau de la statistique nationale (BSN). Et ce, en dépit du fait que le gouvernement britannique a plafonné les factures d'énergie à 2 500 £ (4 050 dollars) pour les ménages. « Au cours de l'année écoulée, les prix du gaz ont bondi de 130% tandis que ceux de l'électricité ont crû de 66% », a souligné l'économiste en chef du BSN, Grant Fitzner.

La récession frappe aux portes de la Grande-Bretagne. L'économie se contracte actuellement de 0,4% pour le trimestre en cours, selon un sondage de S&P Global auprès des directeurs des achats. Si la tendance se confirmait, cela ferait le second trimestre consécutif de contraction de l'économie britannique.

Pour les experts de la Banque d'Angleterre, cela ne fait pas de doute : le pays sera en récession en 2023, et il pourrait même y être encore durant le premier semestre de 2024. C'est que la banque centrale britannique entend poursuivre sa politique de hausse de son taux directeur jusqu'à ramener l'inflation à son objectif de 2%, « même si cela nécessite des hausses agressives ». Le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre doit justement annoncer sa prochaine décision le 15 décembre. Celle-ci devrait correspondre à une hausse de 50 points de base, à 3.50%, selon un sondage Reuters mené auprès d'économistes.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) n'est guère optimiste pour la Grande-Bretagne. Ses experts prédisent que son économie « sous-performerait pendant deux années » par rapport aux autres grandes économies occidentales.



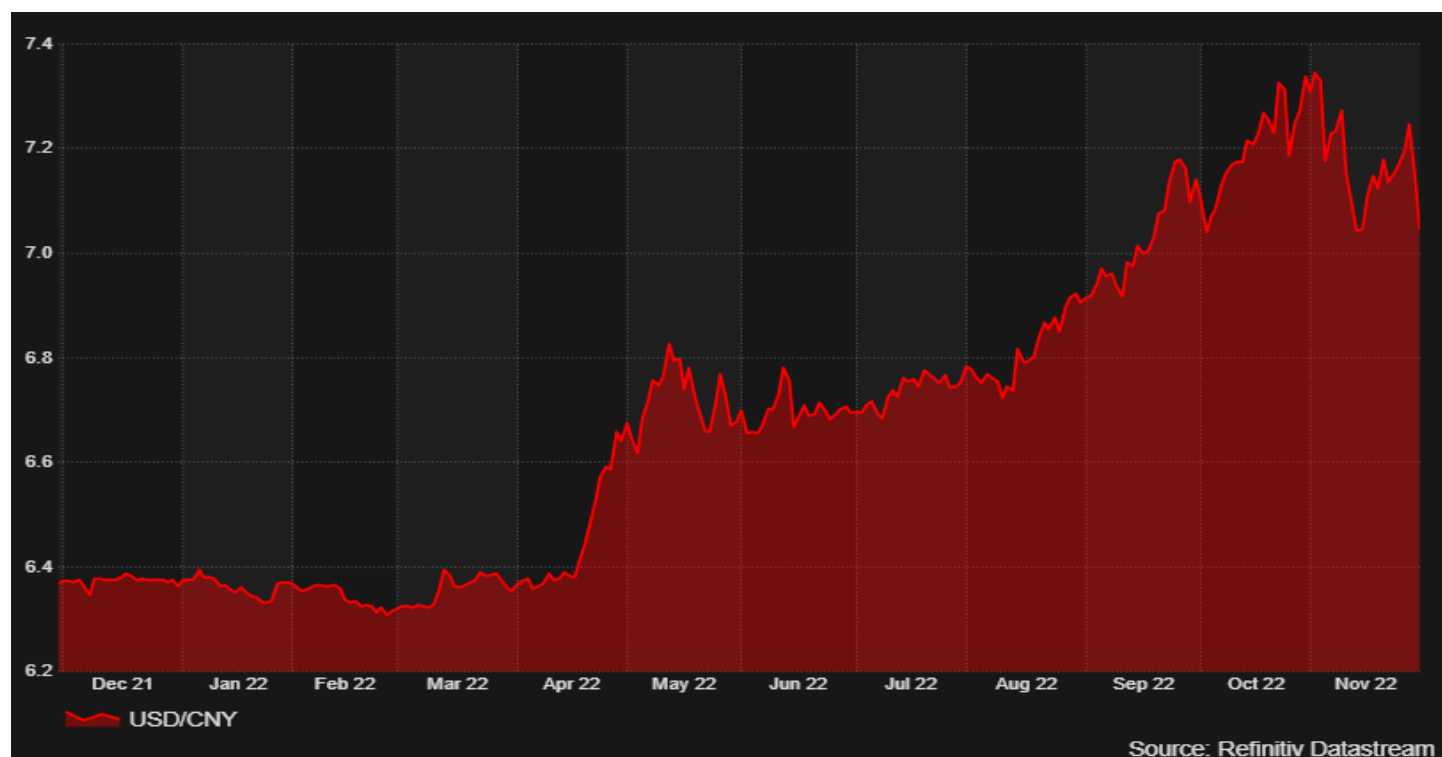
CNY

En Chine, la paire USDCNY est passée en novembre de 7.2730 à 7.0853. L'économie s'est littéralement effondrée durant le mois de novembre, en raison surtout du verrouillage à répétition de grandes villes comme Shanghai dans le cadre de la politique gouvernementale du « Zéro Covid » et des vastes manifestations consécutives, la population ne supportant plus les confinements de masse.

L'enquête mensuelle de Standard Chartered menée auprès de 500 PME chinoises a montré une « nette diminution » de l'activité des secteurs de l'hébergement, de la restauration, du commerce de gros et de détail ainsi que de l'immobilier. D'ailleurs, les ventes de maisons dans les quatre plus grandes villes de Chine ont chuté de 30% durant les trois premières semaines de novembre. Un signe ne trompe pas : en dépit d'une aide gouvernementale exceptionnelle, les ventes de voitures sont, elles aussi, en difficulté. Résultat? L'indice des indicateurs précoces de Bloomberg n'était qu'à 3 en novembre, son niveau le plus bas depuis avril et mai derniers.

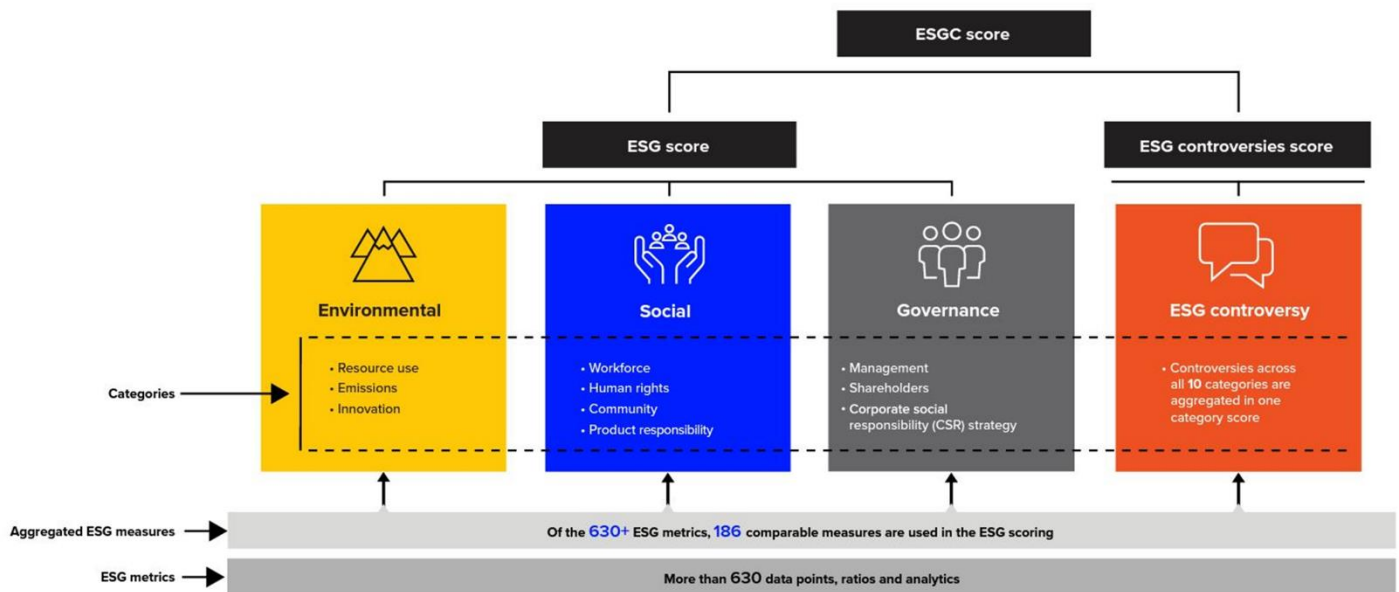
Les perspectives à court terme ne sont pas réjouissantes pour l'économie chinoise. C'est que les cas de COVID-19 se multiplient dans la plupart des provinces, si bien que de grandes villes comme Guangzhou, Beijing et Zhengzhou imposent de nouvelles restrictions pour limiter les mouvements des habitants. En conséquence, le produit intérieur brut (PIB) de la Chine ne devrait connaître qu'une maigre progression de 3.3% cette année, selon une enquête de Bloomberg. Cela serait sa croissance la plus faible depuis les années 1970 (hors crise pandémique de 2020).

Les exportations ne cessent de périliter, étant passées d'une hausse de 5.7% en septembre à 4.3% en octobre, selon un sondage Reuters mené auprès d'économistes. Barclays estime qu'en 2023 ce pourcentage mensuel devrait fluctuer entre 2% et 5%. Quant aux importations, elles sont maintenant anémiques, la consommation intérieure tournant, par la force des choses, au ralenti : leur croissance a été de 0.1% en octobre, après avoir été de 0.3% le mois précédent.



Une économie verte = une économie florissante

Juste avant que ne débute la COP 15 de Montréal, qui réunit 190 pays disposés à protéger la biodiversité sur la planète, 248 personnalités ont signé en Allemagne la Déclaration de Francfort. Cette dernière appelle à renforcer les normes de protection de la biodiversité, en particulier celles qui concernent les entreprises. Ainsi, il est demandé la garantie de chaînes d'approvisionnement « sans déforestation » et la réduction « immédiate » des « investissements néfastes à l'environnement ». D'autant plus que ces mêmes entreprises ont tout à y gagner : suivre ces nouvelles règles permettrait de produire 10 000 milliards de dollars américains de chiffre d'affaires supplémentaires et de créer 395 millions d'emplois d'ici 2030, selon le Forum économique mondial. Parmi les signataires figurent Astrid Teckentrup, présidente du conseil d'administration de Procter & Gamble Allemagne, Autriche et Suisse, et Alexander Birken, PDG du groupe allemand de vente par correspondance Otto.



Score ESGC

Source : Refinitiv Datastream

VU DANS NOTRE PÉRISCOPE

Le « Google russe » va-t-il quitter la Russie?

Yandex serait sur le point d'abandonner tous ses liens avec la Russie, car son développement serait « gravement freiné » par la guerre russe en Ukraine. Le « Google russe », dont le siège social est d'ores et déjà à Amsterdam (Pays-Bas), serait en train de transférer son savoir technologique hors de Russie et aurait entrepris de mettre un terme à toutes ses activités en territoire russe (moteur de recherche, application de livraison de repas à domicile, application de réservation de taxi, etc.). Cette décision découlerait en grande partie des sanctions occidentales à l'égard des entreprises russes, signe de leur efficacité, selon deux sources proches du dossier citées par le New York Times.

Source : *The New York Times*

<https://www.nytimes.com/live/2022/11/24/world/russia-ukraine-war-news#yandex-russia-war>

Millionnaires, ils reçoivent des prestations d'assurance-chômage!

Aux États-Unis, certaines des personnes les plus riches du pays bénéficient de prestations d'assurance-chômage, à la suite de l'élargissement des critères d'admissibilité consécutive aux vagues de licenciements dus à la pandémie. En 2020, quelque 19 000 millionnaires ont ainsi empoché une somme moyenne de 13 900 dollars américains de prestations, selon les données de l'Internal Revenue Service (IRS), le fisc américain. Cela inclut 4 500 Américains qui gagnent entre 5 et 10 millions par an, et même 229 personnes ayant des revenus à huit chiffres, ou plus. À présent que cette « anomalie » a été mise au jour, il y a fort à parier qu'elle ne se reproduira plus à l'avenir.

Source: *Politico*

<https://www.politico.com/news/2022/11/22/unemployment-assistance-millionaires-covid-pandemic-2020-00070446>

JOURNÉES DE CONSULTATIONS VIRTUELLES SANS FRAIS

Afin de contribuer au soutien des PME du Québec, FINMETRIX offre des consultations confidentielles, sans frais et sans engagement tous les vendredis. L'objectif est d'effectuer le bilan de la situation et trouver une solution adaptée en matière de gestion de risques de devises. N'hésitez pas à partager avec les entreprises dans le besoin.

Durée : séance de 30 minutes à distance

Contactez-nous pour vous inscrire : strategie@finmetrix.com

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour toutes questions.

Bonne journée.

FINMETRIX